



67^{ème} session de l'Assemblée générale
5^{ème} commission

Points 130 de l'ordre du jour

**Projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 2012-2013 : prologiciel de gestion
intégré UMOJA, IPSAS**

Proposed programme budget for the biennium 2012-2013 :
ERP/UMOJA, IPSAS

New York, le 16 novembre 2012

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Lichtenstein.

Nos délégations saluent les rapports du Secrétaire général relatifs à ce point de l'ordre du jour ainsi que ceux du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) et du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU.

Monsieur le Président,

Il y a un an, le projet du prologiciel de gestion intégré « Umoja » était très mal en point et semblait aller droit à l'échec. Des lacunes dans la gestion de projet et l'absence de direction efficace et responsable menaçaient de saper cette initiative. Grâce aux mesures immédiates et fortes demandées par l'Assemblée générale, le Secrétaire général a pris le problème à bras-le-corps. Un an plus tard, nous sommes encouragés par la réponse rapide et efficace du Secrétaire général à nos demandes. Cela a permis de redonner un nouveau souffle au projet. Certes, il reste beaucoup à faire et nous devons encore surmonter de nombreux défis afin de remettre Umoja sur les rails. Nous sommes cependant rassurés par le leadership plus proactif et la direction plus rigoureuse, ainsi que la gestion de projet plus efficace et responsable actuellement en place. Nous invitons le Secrétaire général à soutenir de son mieux ce nouvel élan et à en tirer parti pour l'avenir.

Monsieur le Président,

Le succès des grands projets de transformation d'entreprise impliquant des technologies sophistiquées repose sur deux facteurs : la réceptivité et l'adhésion de ceux qui vont être amenés à travailler avec les nouveaux systèmes et processus. La réussite ne dépend pas en premier lieu du degré de complexité des technologies, mais de la capacité des utilisateurs à s'en servir. Nous estimons donc qu'il est fondamental d'impliquer les collaborateurs dès que possible et de prévoir une stratégie pour gérer et atténuer les résistances potentielles de la manière la plus constructive possible. Une adoption réussie d'Umoja va exiger un important changement dans la culture de travail de l'Organisation. Nous sommes intéressés à en apprendre davantage sur comment le Secrétariat envisage de soutenir ce changement de culture de manière proactive et complète.

Un autre facteur important de succès, auquel il aurait fallu dès le départ accorder l'attention qu'il méritait, est la définition claire des résultats visés et des changements organisationnels à mettre en œuvre à cette fin. Dans ce contexte, nous trouvons l'observation du Comité des commissaires aux comptes particulièrement pertinente : à l'heure actuelle, il n'existe pas de plans indiquant comment il faut organiser les méthodes de travail ou les effectifs pour tirer parti des gains d'efficacité engendrés par le remodelage des processus. En l'absence d'un tel plan pour le changement, nous risquons de passer à côté de quelques uns des avantages que la mise en œuvre d'Umoja aurait pu nous apporter. Enfin, la Suisse et le Liechtenstein approuvent pleinement les recommandations du CCQAB et du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU.

Monsieur le Président,

Ce qui est le plus important au final n'est pas la réalisation technique d'un projet de transformation mais de parvenir à tirer pleinement profit des avantages qu'il apporte. Cela vaut autant pour Umoja que pour IPSAS. L'établissement de plans clairs prévoyant la concrétisation de ces avantages est ainsi essentiel à une adoption réussie d'IPSAS. De plus, il paraît maintenant évident que la mise en œuvre d'IPSAS aura un impact significatif sur le travail du CCQAB, de la Cinquième Commission et de l'Assemblée générale. Nous sommes intéressés à obtenir davantage d'informations sur la nature de cet impact afin de pouvoir nous y préparer au mieux.

Monsieur le Président,

La Suisse et le Liechtenstein sont conscients que la question des technologies d'information et de communication n'est pas à l'ordre du jour de cette séance. L'Assemblée générale a décidé l'an dernier qu'aucun projet majeur dans ce domaine ne serait présenté avant qu'Umoja ne soit entièrement opérationnel, ce qui, d'après le nouveau calendrier, devrait être le cas en 2018. Nos délégations estiment toutefois que des projets plus petits ou un rapport d'activité du Bureau du directeur général de l'informatique auraient tout de même pu être examinés par l'Assemblée générale. Dans ce contexte, la Suisse et le Liechtenstein salueraient avec intérêt durant cette 67^e session de l'Assemblée générale la tenue d'un briefing informel sur les activités et initiatives du Bureau du directeur général de l'informatique. Les technologies d'information et de communication ont un rôle catalyseur dans la modernisation de notre Organisation, elles la rendent plus efficace.

Nos délégations participeront activement aux délibérations sur cet objet à l'ordre du jour.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Mr. Chairman,

I have the honor to speak on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the introduction of the Secretary-General's reports under this agenda item as well as the related reports of the ACABQ and the UN Board of Auditors.

Mr. Chairman,

A year ago the enterprise resource planning project "Umoja" was in serious distress and at high risk of running straight into a brick wall. Deficiencies in project management and the absence of effective and accountable governance caused the project to get off track. The immediate and bold measures, which the General Assembly requested the Secretary-General to implement, addressed these problems head-on. A year later, we feel very encouraged that the Secretary-General has responded promptly and effectively to our requests and that the project has finally gained some new momentum. Even though much remains to be done and there are still many challenges to be overcome before we can consider Umoja to be on a smooth path to success, we are reassured by the more proactive leadership, more rigorous governance, and more efficient and accountable project management which are now in place. We urge the Secretary-General to do his utmost to sustain this new momentum and to build on it further.

Mr. Chairman,

Among the most critical success factors in any large business transformation project involving advanced technology are the receptiveness and acceptance of those who will be working with new systems and processes. It is not primarily the level of technology that determines success, but the ability of people to use that technology effectively. We therefore believe that it is of utmost importance to engage staff members as early as possible and to have a plan in place to manage and mitigate potential resistance in the most constructive manner possible. The successful adoption of Umoja will require a significant cultural shift in the way the Organization does business. We are interested to learn more about how the Secretariat intends to support this cultural change in a proactive and comprehensive manner.

Another critical success factor which should have been given due consideration from the very outset is a clear definition of both the desired outcomes that Umoja is supposed to deliver, and the organizational changes that need to be implemented so that these outcomes can be fully achieved. In this context, we find the observation by the Board of Auditors particularly pertinent that, as of yet, there are no plans on how working practices or staff structures should be organized to harness the efficiencies offered by the redesigned processes. Without such a blueprint for change, we are concerned that we might miss out on some of the benefits that the implementation of Umoja could otherwise have yielded. Moreover, Switzerland and Liechtenstein endorse the recommendations of the ACABQ and the Board of Auditors in their entirety.

Mr. Chairman,

What matters in the end is not the technical delivery of a business transformation project, but the full realization of its benefits. This applies to Umoja as much as it applies to IPSAS. The establishment of clear benefits realization plans is critical to a successful adoption of IPSAS. In addition, it has become clear that the adoption of IPSAS will have a very significant impact on the work of the ACABQ, the

Fifth Committee, and the General Assembly. We are interested in receiving more information on what exactly this impact will be and if there are any actions Member States need to take.

Mr. Chairman,

Switzerland and Liechtenstein note that the topic of information and communications technology is not on the agenda of this session. While the General Assembly decided last year that no major projects in this area shall be submitted for its consideration until the full implementation of Umoja which, according to the new timeline would be in 2018, our delegations hold the view that smaller projects or an activity report of the OICT could have still been considered by the General Assembly. Switzerland and Liechtenstein would therefore welcome an informal briefing on the activities and initiatives of the OICT during the course of this sixty-seventh session. Information and communications technology is an important catalyst for modernizing our Organization and rendering it more efficient and effective.

Our delegations will actively engage in the deliberations on this agenda item.

Thank you, Mr. Chairman.